

PERQUISITIONS

"Tâche réalisée avec succès"

Portes cassées, personnes menottées, fouillées et parfois blessées: tels étaient les "dommages collatéraux" d'une razzia de police menée contre des milieux dits "islamistes" il y a plus de deux ans. Maintenant, le tribunal d'arrondissement a condamné l'Etat à payer des indemnités pour préjudice moral à une des familles brutalisées.

Le 31 mars 2003, sur ordonnance du juge d'instruction, des perquisitions sur 20 sites du grand-duché faisaient la une dans les médias. A l'aube, des unités spéciales de la police en cagoules étaient passées à l'action en enfonçant des portes. Toutes les personnes présentes dans les différentes maisons d'habitations avaient été menottées et fouillées. Après coup, sur l'accusation de plusieurs des familles concernées d'avoir été brutalisées, une enquête administrative interne a été menée par l'Inspection générale de la police (IGP). Mais son rapport n'était jamais rendu public.

Le 16 décembre dernier, le tribunal d'arrondissement de Luxembourg s'est prononcé en première instance sur la question en constatant un "fonctionnement défectueux des services de l'Etat". Nous publions des extraits significatifs du jugement.

Les faits

"Les requérants font exposer que le 31 mars 2003 sur ordonnance du juge d'instruction et dans le cadre d'une information ouverte à l'encontre d'un certain Kalifi Mohammed, alias Salimi Taoufik Ben Mohammed, alias Taoufik Mohammed, du chef d'infractions

aux articles 322 et 324ter du code pénal, une perquisition a été opérée à leur domicile Il n'est pas contesté que pour procéder à cette perquisition vers 6.30 heures du matin une douzaine d'agents cagoulés des forces spéciales d'intervention ont enfoncé la porte d'entrée du domicile des requérants, que le requérant M.M. a été menotté avec une violence extrême et couché à même le carrelage.

Le demandeur M.M. ajoute qu'il est resté menotté une bonne partie de la journée sans boire ni manger et qu'il n'a pas été autorisé à annuler un rendez-vous important qu'il avait ce jour là pour la signature d'un bail commercial.

La demanderesse N.M. expose qu'elle se trouvait sous la douche lorsque les unités spéciales (USP) se sont introduites chez eux, qu'elles ont également fracassé la porte de la salle de bains qui s'est renversée sur elle en la blessant, qu'elle a également été menottée les mains dans le dos et couchée à même le sol à peine vêtue et qu'une fouille corporelle non ordonnée par le juge d'instruction a été pratiquée sur elle.

Les époux M. font encore exposer que leurs trois enfants ont assisté complète-

ment traumatisés à cette scène.

L'Etat n'a pas contesté formellement ces faits, mais il s'est borné à affirmer que les accusations des requérants sont restées à l'état de pure allégation. Pour le surplus l'Etat s'est farouchement opposé à ce que soit versé au dossier le rapport d'une enquête administrative interne qu'a dressée dans le contexte de ces perquisitions l'Inspection Générale de la Police

Sur demande adressée par le tribunal à Monsieur le Procureur d'Etat, ce rapport a finalement été versé en date du 11 juin 2004. Le rapport, daté du 22 juillet 2003, a été dressé à la seule lumière des déclarations du juge d'instruction et de la cellule chargée de l'enquête de Police Judiciaire.

Il en résulte que les perquisitions opérées le 31 mars 2003 s'inscrivaient dans le prolongement d'une enquête judiciaire qui durait depuis plus d'un an et dont était chargée la cellule anti-terroriste du Service de police judiciaire (SPJ). Cette opération avait dès lors été préparée de longue date. Pour garantir l'effet de surprise il avait été décidé d'enfoncer les portes au moyen d'un bélier. Il avait également été prévu de menotter les person-

nes adultes pendant la phase de sécurisation. Il avait finalement été prévu qu'un "négociateur" prenne en charge les femmes et les enfants.

A la page 14 et 15 l'IGP note ce qui suit:

- *'les USP ont dû assurer la sécurisation de 15 sites, le même jour. En disposant seulement de 3 équipes tactiques et de 3 équipes de fouille, l'on comprendra qu'une rapidité certaine d'action est exigée. Alors que de surcroît elles effectuaient pour la première fois une mission de ce type. Cette tâche a été réalisée avec succès;'*

- *'à deux reprises, l'intervention policière aurait, sur le plan de son périmètre, excédé le lieu indiqué dans l'ordonnance de perquisition et de saisie. Dans l'un des cas le manque d'information quant à la localisation au sein de l'immeuble d'une possible autre pièce occupée par la personne cible et, dans l'autre, le manque de visibilité du découpage de l'immeuble en fonction des familles l'occupant expliquent cet état des choses.'*

- *'Lors de la phase de "sécurisation", il a été insuffisamment tenu compte du caractère fragile de certaines personnes (enfants, femmes avec nourrissons, femmes enceintes, essentiellement) rencontrées alors que pour la plupart leur présence était connue dès avant le début de l'opération.'* (...)

Signalons encore que, dans 3 cas, des attitudes ou des paroles susceptibles d'être qualifiées de vexatoire ou d'humiliantes de la part de la Police ont été dénoncées par les personnes concernées (...)."

Apparemment les opérations du 31 mars 2003 ont abouti à l'arrestation et au re-

foulement de deux ressortissants tunisiens. La partie défenderesse n'a cependant pas versé l'ordonnance de perquisition. D'après les explications fournies en cause celle-ci n'a pas été exécutée dans le cadre d'une information ouverte contre les requérants, mais dans le cadre d'une information ouverte contre Salmi Taoufik Kalifi, entre-temps refoulé en Tunisie avec un autre ressortissant tunisien pour avoir été en situation irrégulière au Luxembourg. Bien que l'Etat fasse état d'une instruction en se retranchant derrière le "secret de l'instruction", il n'est pas possible de s'imaginer quelle instruction serait encore actuellement en cours après presque trois années écoulées depuis les perquisitions et après le refoulement de deux ressortissants tunisiens dont il faut supposer qu'ils n'auraient pas été refoulés s'il y avait eu des indices quant à leur appartenance à un réseau terroriste.(...)

Quant au fond

(...) Il est constant en cause que les unités spéciales de la police se sont introduites au domicile des époux M. et de leurs trois enfants en bas âge en fracturant la porte d'entrée et que le requérant M. est resté menotté sans boire ni manger pendant les opérations de perquisition qui ont duré plusieurs heures. L'Etat n'a pas non plus été en mesure d'expliquer pour quelle raison la demanderesse N.M. a été brutalisée de la sorte. On peut aisément admettre que cette façon de faire a eu un effet traumatisant sur toute la famille alors surtout que les époux M. n'avaient rien à se reprocher. Apparemment aucune infraction concrète n'était reprochée à ces derniers. Le tribunal ignore d'ailleurs la source et la nature des informations qui ont poussé la police à agir de la sorte. L'Etat est resté en défaut de prouver que cette façon de faire était justifiée, bien que cette preuve lui eût incombée de toute évidence.

Il résulte par ailleurs du rapport de l'IGP que les moyens déployés étaient d'une envergure exagérée et que certains enquêteurs, qui avaient dû oeuvrer à "dé dramatiser les choses" et "ramasser les débris", avaient exprimé leur mécontentement à propos de la façon de procéder des unités spéciales qui se sont introduits de force dans les maisons. Par ailleurs l'IGP fait observer qu'il aurait fallu tenir compte de la composition par âge et par sexe des divers sites et que l'on aurait pu prévoir un meilleur encadrement psychologique.

Il ne peut faire de doute qu'en tout état de cause, et même à supposer que la perquisition eût pu être considérée comme nécessaire à la recherche et à la manifestation de la vérité, les moyens mis en oeuvre et la façon de procéder n'étaient pas appropriés. Le fonctionnement défectueux des services de l'Etat est de ce chef manifestement établi."

